

Lettre ouverte aux candidates-ts à l'élection présidentielle

Nantes, le 8 mars 2012

Madame, Monsieur,

Vous sollicitez nos suffrages à l'occasion de l'élection présidentielle de mai prochain.

Malgré les avancées, les inégalités demeurent criantes. La manière dont est traitée la crise économique, financière, sociale, écologique que nous traversons les accroît.

Nous ne pouvons plus en rester aux déclarations d'intention, nous ne nous satisferons pas d'une série de promesses ou de mesurette. L'égalité femmes-hommes est une condition indispensable du progrès social, de la démocratie et de l'émancipation de toutes et de tous.

Pour qu'elle se réalise, elle doit devenir une priorité politique nationale. Pour ce faire nous vous interpellons et vous présentons nos revendications et nos questionnements.

Merci d'avance de votre réponse. Nous ne manquerons pas de la faire connaître autour de nous, notamment à toutes celles et ceux, de plus en plus nombreuses et nombreux, qui considèrent que l'égalité femmes-hommes doit être une priorité de votre quinquennat.

La Présidente

PJ Ann. : - questionnaire
- exigences

Si vous êtes élues-élus vous engagez-vous à créer un ministère d'État des Droits des Femmes dans un gouvernement paritaire doté de moyens financiers conséquents et d'une réelle autorité afin d'imposer l'égalité, dans tous les ministères ?

Oui / Non / Pourquoi ?

Si vous êtes élues-élus vous engagez-vous à déployer les moyens financiers adéquats suffisants pour permettre aux associations qui interviennent auprès des femmes de mener leurs actions.

Oui / Non / Pourquoi ?

Si vous êtes élues-élus vous engagez-vous à faire appliquer les lois existantes, et à en vérifier l'application l'effectivité et à en publier régulièrement les résultats ?

Oui / Non / Pourquoi ? Comment ?

Si vous êtes élues-élus vous engagez-vous à créer un observatoire national de l'égalité et de la lutte contre les violences, avec des déclinaisons locales en liens avec les services déconcentrés de l'état, des collectivités territoriales et des associations, pour produire des statistiques et des analyses ?

Oui / Non / Pourquoi ?

Vous engagez-vous à agir contre le sexisme ordinaire ?

Oui / Non / Pourquoi ? Comment ?

Vous engagez-vous à rechercher, à concilier les différents temps de vie des femmes et des hommes : temps personnel, familial et professionnel ?
Oui / Non / Pourquoi ? Comment ?

Vous engagez-vous à faire respecter l'égalité salariale et lutter contre la précarité qui touche les femmes ?
Oui / Non / Pourquoi ? Comment ?

Vous engagez-vous pour lutter contre les violences faites aux femmes ?
Oui / Non / Pourquoi ? Comment ?

Vous engagez-vous à garantir le droit pour toutes les femmes de disposer librement et sans contraintes de leurs corps ?
Oui / Non / Pourquoi ? Comment ?

Vous engagez-vous à maintenir la position abolitionniste de la France à l'égard de la prostitution ?
Oui / Non / Pourquoi ? Comment ?

L'égalité ! Nos 10 exigences !

1 - La création d'un ministère d'Etat des droits des femmes et d'une administration dédiée, dotés de moyens d'intervention conséquents et appropriés.

2 - Que l'égalité professionnelle et salariale devienne une priorité nationale : en contraignant les employeurs et employeuses à mettre en place l'égalité réelle sous peine de sanctions. Pour cela il faut aussi favoriser l'articulation entre la vie personnelle et la vie professionnelle en développant le service public de la petite enfance et en créant celui des personnes dépendantes.

3 - Que l'éducation à l'égalité entre les femmes et les hommes fasse partie intégrante de la formation des actrices et acteurs éducatifs, comme des programmes d'enseignement, de la petite enfance à l'université et de la formation tout au long de la vie.

4 - Que la lutte contre toutes les formes de violences et de discriminations envers les femmes se traduise par l'application effective des lois et par l'affectation de moyens adaptés.

5 - Que l'accès libre et gratuit à la contraception et à l'IVG soit garanti sur l'ensemble du territoire et que l'éducation à la sexualité devienne une priorité.

6 - Que la parité dans les instances de décision politique soit effective à tous les niveaux de représentation dès les élections législatives de 2012 et que la réforme territoriale soit profondément revue sous cet angle.

7 - Que les droits des personnes soient les mêmes pour toutes et tous qu'elle que soit leur origine leur identité ou leur orientation sexuelle.

8 - Que l'Etat soit porteur, à l'échelon européen, d'une harmonisation par le haut des droits des femmes.

9 - Que l'Etat favorise toutes les politiques en faveur des droits des femmes dans le monde et accorde le droit d'asile aux victimes de violences sexistes ou sexuelles, dont les femmes victimes du système prostitueur.

10 - Que l'Etat reconnaisse comme essentiel le travail mené par les associations féministes et leur affecte des financements pluriannuels conséquents, indispensables à la mise en œuvre d'actions pérennes.